

Le Quotidien

Statistique Canada

Le jeudi 6 novembre 2014

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est

Communiqués

Permis de bâtir, septembre 2014

2

Les municipalités ont délivré pour 7,5 milliards de dollars de permis de bâtir en septembre, soit 12,7 % de plus qu'en août, et ce, après avoir diminué de 27,3 % le mois précédent. La progression enregistrée en septembre s'explique principalement par l'augmentation des intentions de construction d'immeubles non résidentiels et résidentiels en Ontario.

Enquête canadienne sur les capacités financières, 2014

7

Étude sur le bruit ambiant et la santé, 2013

9

Indice des prix des machines et du matériel : mise à jour du panier

10

Statistiques annuelles des télécommunications, 2012

11

Nouveaux produits et études

12



Communiqués

Permis de bâtir, septembre 2014

Les municipalités ont délivré pour 7,5 milliards de dollars de permis de bâtir en septembre, soit 12,7 % de plus qu'en août, et ce, après avoir diminué de 27,3 % le mois précédent. La progression enregistrée en septembre s'explique principalement par l'augmentation des intentions de construction d'immeubles non résidentiels et résidentiels en Ontario.

Graphique 1 Valeur totale des permis

Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

La valeur des permis de construction non résidentielle a crû de 23,9 % pour atteindre 3,1 milliards de dollars en septembre. Il s'agit d'une cinquième augmentation en six mois. Une hausse des intentions de construction non résidentielle a été observée dans six provinces, l'Ontario étant arrivé en tête, suivi du Québec et de la Nouvelle-Écosse. Terre-Neuve-et-Labrador et l'Alberta ont enregistré les plus fortes baisses.

Dans le secteur résidentiel, la valeur des permis a progressé de 6,1 % pour s'établir à 4,4 milliards de dollars en septembre. Des hausses ont été affichées dans sept provinces, l'Ontario étant arrivé en tête, suivi du Québec et de la Colombie-Britannique. Des baisses ont été observées en Alberta, en Saskatchewan et au Manitoba, alors que ces trois provinces avaient connu des hausses en août.

Secteur non résidentiel : augmentations enregistrées dans les trois composantes

En septembre, les intentions de construction d'immeubles institutionnels ont augmenté de 87,1 % pour s'établir à 851 millions de dollars, après avoir reculé de 75,5 % le mois précédent. La valeur des permis de construction institutionnelle a crû dans cinq provinces. L'augmentation enregistrée en septembre est principalement attribuable à un accroissement des intentions de construction d'immeubles à vocation médicale et d'établissements d'enseignement en Ontario. L'Alberta a connu la plus forte diminution en raison de la baisse des intentions de construction d'établissements d'enseignement.

Dans la composante commerciale, la valeur des permis a augmenté de 8,7 % pour se chiffrer à 1,7 milliard de dollars en septembre, après avoir enregistré une baisse de 12,8 % en août. La hausse provient d'une augmentation des intentions de construction dans diverses catégories d'immeubles à vocation commerciale, y compris les immeubles à bureaux, les entrepôts, les stations-service de même que les hôtels et les restaurants. Les augmentations enregistrées en Ontario, en Nouvelle-Écosse et en Colombie-Britannique ont plus qu'effacé les baisses observées dans les sept autres provinces.

Graphique 2 Secteurs résidentiel et non résidentiel

Note(s) : La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique pour le mois de référence courant et les trois mois précédents. Voir la note aux lecteurs.

Dans la composante industrielle, la valeur des permis a augmenté de 13,4 % pour atteindre 496 millions de dollars en septembre, et ce, à la suite de deux reculs mensuels consécutifs. L'augmentation s'explique en grande partie par la hausse des intentions de construction d'usines de fabrication et de bâtiments rattachés aux services publics en Alberta et au Québec. Des diminutions ont été enregistrées dans cinq provinces, la Nouvelle-Écosse et l'Ontario ayant affiché les plus fortes baisses.

Secteur résidentiel : hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux

Les intentions de construction de logements multifamiliaux ont augmenté de 10,8 % pour atteindre 2,0 milliards de dollars, après avoir enregistré une baisse de 28,0 % le mois précédent. En Ontario, la hausse des intentions de construction de maisons en rangée, d'appartements et d'appartements en copropriété est à l'origine de l'augmentation. Au Québec et en Colombie-Britannique, la croissance de la valeur des permis de construction de logements multifamiliaux est principalement attribuable aux projets d'appartements. Des diminutions ont été observées dans cinq provinces, l'Alberta et la Saskatchewan ayant enregistré les baisses les plus marquées.

La valeur des permis de construction de logements unifamiliaux a crû de 2,5 % pour s'établir à 2,4 milliards de dollars en septembre. Cette augmentation fait suite à une baisse de 2,3 % enregistrée le mois précédent. Des hausses ont été observées dans sept provinces, l'Ontario ayant enregistré la plus forte augmentation. Le Québec, la Colombie-Britannique et le Manitoba ont observé des baisses.

Les municipalités canadiennes ont approuvé la construction de 18 199 nouveaux logements en septembre, en hausse de 9,4 % par rapport à août. Cette augmentation s'explique surtout par les logements multifamiliaux, dont le nombre s'est accru de 12,9 % pour atteindre 11 814 unités. Le nombre de logements unifamiliaux a progressé de 3,4 % pour atteindre 6 385 unités.

Provinces : l'Ontario enregistre la plus forte hausse

La valeur totale des permis a crû dans sept provinces en septembre, l'Ontario étant arrivé en tête, suivi du Québec et de la Colombie-Britannique.

L'Ontario a affiché la plus forte augmentation, des hausses importantes ayant été enregistrées dans la valeur des permis de construction institutionnelle et commerciale de même que de construction de logements multifamiliaux.

La hausse observée au Québec découle principalement de l'accroissement des intentions de construction de logements multifamiliaux et, dans une moindre mesure, d'immeubles institutionnels et industriels. La progression notée dans les logements multifamiliaux est principalement à l'origine de l'augmentation observée en Colombie-Britannique.

L'Alberta a enregistré la plus importante diminution en raison de la baisse des intentions de construction de logements multifamiliaux ainsi que d'immeubles à vocation commerciale et institutionnelle.

Hausse des intentions de construction dans la moitié des régions métropolitaines de recensement

En septembre, les intentions de construction ont crû dans 17 des 34 régions métropolitaines de recensement du Canada.

Les augmentations les plus marquées ont été enregistrées à Toronto, suivie d'Ottawa et de Montréal. À Toronto, la hausse s'explique principalement par les immeubles à vocation institutionnelle et commerciale de même que par les logements multifamiliaux. L'augmentation observée à Ottawa est principalement le résultat d'une hausse des intentions de construction de logements multifamiliaux et unifamiliaux tandis qu'à Montréal, l'augmentation provient de la construction de logements multifamiliaux et d'immeubles à vocation institutionnelle.

En revanche, Calgary et Oshawa ont enregistré les plus fortes baisses de la valeur totale des permis de bâtir. Le recul des intentions de construction d'immeubles à vocation commerciale et de logements multifamiliaux explique la diminution observée à Calgary, tandis qu'à Oshawa, le recul est principalement attribuable aux immeubles multifamiliaux.

Note aux lecteurs

Sauf avis contraire, les données du présent communiqué sont désaisonnalisées, ce qui facilite la comparaison par l'élimination de l'effet des variations saisonnières. Pour obtenir plus de renseignements sur la désaisonnalisation, voir le document intitulé [Données désaisonnalisées – Foire aux questions](#).

L'Enquête sur les permis de bâtir vise 2 400 municipalités représentant 95 % de la population. Les collectivités représentant les 5 % restants de la population sont très petites, et leurs activités de construction n'ont qu'une faible incidence sur le total de l'ensemble de la population.

Les données sur les permis de bâtir servent d'indicateur avancé de l'activité dans l'industrie de la construction.

La valeur des intentions de construction présentées ici ne comprend pas les travaux d'ingénierie (par exemple les aqueducs, les égouts et les ouvrages de drainage) ni ceux associés au terrain.

Dans le cadre du présent communiqué, la région métropolitaine de recensement d'Ottawa–Gatineau (Ontario/Québec) est divisée en deux régions, soit la partie Gatineau et la partie Ottawa.

Révision

Les données pour le mois de référence en cours sont sujettes à révision, fondée sur les réponses tardives. Les données du mois précédent ont été révisées.

Les estimations de la tendance-cycle ont été ajoutées dans les graphiques en tant que complément aux séries désaisonnalisées. Les données désaisonnalisées et les estimations de la tendance-cycle peuvent faire l'objet de révisions lorsque de nouvelles observations deviennent disponibles. Ces révisions pourraient être importantes et même entraîner le renversement du mouvement, en particulier à la fin de la série. La plus grande variabilité associée aux estimations de la tendance-cycle est indiquée par une ligne pointillée dans le graphique.

Tableau 1
Unités de logements, valeur des permis de bâtir résidentiels et non résidentiels, Canada –
Données désaisonnalisées

	Septembre 2013	Juillet 2014	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total	6 769,4	9 146,1	6 650,3	7 498,1	12,7	10,8
Résidentiel	4 198,5	4 933,6	4 170,0	4 425,7	6,1	5,4
Unifamilial ¹	2 328,6	2 402,1	2 346,7	2 406,1	2,5	3,3
Multifamilial	1 870,0	2 531,5	1 823,4	2 019,6	10,8	8,0
Non résidentiel	2 570,9	4 212,5	2 480,3	3 072,4	23,9	19,5
Industriel	498,4	535,7	437,6	496,1	13,4	-0,5
Commercial	1 477,1	1 821,3	1 587,7	1 725,2	8,7	16,8
Institutionnel	595,3	1 855,4	454,9	851,1	87,1	43,0
	nombre d'unités				variation en %	
Logements totaux	17 593	20 377	16 641	18 199	9,4	3,4
Unifamilial ¹	6 530	6 375	6 176	6 385	3,4	-2,2
Multifamilial	11 063	14 002	10 465	11 814	12,9	6,8

^r révisé

^p provisoire

1. Les types de logements suivants sont compris dans cette catégorie : les maisons individuelles, les maisons mobiles et les chalets.

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 2
Valeur des permis de bâtir selon la province et le territoire – Données désaisonnalisées

	Septembre 2013	Juillet 2014	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	millions de dollars				variation en %	
Canada	6 769,4	9 146,1	6 650,3	7 498,1	12,7	10,8
Résidentiel	4 198,5	4 933,6	4 170,0	4 425,7	6,1	5,4
Non résidentiel	2 570,9	4 212,5	2 480,3	3 072,4	23,9	19,5
Terre-Neuve-et-Labrador	103,3	80,7	119,7	86,0	-28,1	-16,7
Résidentiel	58,0	57,4	46,6	50,9	9,3	-12,2
Non résidentiel	45,3	23,3	73,2	35,1	-52,0	-22,5
Île-du-Prince-Édouard	18,3	11,6	16,2	17,8	9,5	-2,8
Résidentiel	8,2	8,9	8,3	12,0	43,9	46,4
Non résidentiel	10,1	2,7	7,9	5,8	-26,7	-42,7
Nouvelle-Écosse	91,4	102,0	92,3	123,9	34,2	35,4
Résidentiel	58,0	69,7	47,8	48,2	0,8	-16,9
Non résidentiel	33,5	32,3	44,5	75,7	70,1	126,0
Nouveau-Brunswick	85,1	94,2	80,7	94,0	16,6	10,4
Résidentiel	40,4	45,5	34,3	42,5	23,8	5,0
Non résidentiel	44,7	48,6	46,3	51,6	11,3	15,3
Québec	1 301,4	2 065,8	1 088,9	1 219,5	12,0	-6,3
Résidentiel	776,4	683,7	718,9	794,7	10,5	2,4
Non résidentiel	525,1	1 382,1	370,0	424,8	14,8	-19,1
Ontario	2 260,6	3 256,2	2 211,0	3 015,4	36,4	33,4
Résidentiel	1 401,4	2 126,6	1 351,3	1 603,7	18,7	14,4
Non résidentiel	859,3	1 129,6	859,7	1 411,7	64,2	64,3
Manitoba	233,0	417,4	220,7	221,9	0,5	-4,8
Résidentiel	150,8	118,6	129,0	117,0	-9,3	-22,4
Non résidentiel	82,2	298,8	91,7	104,9	14,3	27,6
Saskatchewan	292,0	262,9	284,6	207,8	-27,0	-28,8
Résidentiel	177,0	136,2	194,3	127,9	-34,2	-27,7
Non résidentiel	115,0	126,8	90,2	79,9	-11,4	-30,5
Alberta	1 524,4	1 724,0	1 720,9	1 615,9	-6,1	6,0
Résidentiel	999,4	917,3	1 032,4	948,7	-8,1	-5,1
Non résidentiel	525,0	806,7	688,6	667,2	-3,1	27,1
Colombie-Britannique	847,4	1 109,8	800,9	879,4	9,8	3,8
Résidentiel	520,1	755,3	599,2	671,9	12,1	29,2
Non résidentiel	327,3	354,5	201,6	207,5	2,9	-36,6
Yukon	5,4	7,6	9,5	11,9	24,8	119,0
Résidentiel	2,7	3,7	4,4	5,8	31,4	115,1
Non résidentiel	2,7	3,9	5,1	6,1	19,1	122,8
Territoires du Nord-Ouest	6,0	3,9	4,7	4,3	-7,6	-28,6
Résidentiel	5,4	2,6	3,2	2,2	-31,7	-58,6
Non résidentiel	0,7	1,3	1,4	2,1	48,2	215,3
Nunavut	0,9	10,0	0,3	0,3	4,8	-65,2
Résidentiel	0,9	8,2	0,3	0,2	-24,4	-75,1
Non résidentiel	0,0	1,8	0,0	0,1

... n'ayant pas lieu de figurer

^r révisé^p provisoire**Note(s)** : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Tableau 3
Valeur des permis de bâtir selon la région métropolitaine de recensement – Données désaisonnalisées¹

	Septembre 2013	Juillet 2014	Août 2014 ^r	Septembre 2014 ^p	Août à septembre 2014	Septembre 2013 à septembre 2014
	millions de dollars				variation en %	
Total, régions métropolitaines de recensement	5 087,8	7 235,6	5 054,4	5 833,7	15,4	14,7
St. John's	49,4	54,5	90,2	61,3	-32,0	24,1
Halifax	42,9	46,8	44,9	81,9	82,4	90,6
Moncton	24,0	29,8	14,2	26,7	88,7	11,4
Saint John	16,8	10,6	8,9	6,7	-24,9	-60,3
Saguenay	34,5	15,5	22,0	32,1	45,9	-6,9
Québec	158,9	153,2	121,8	140,4	15,3	-11,6
Sherbrooke	27,6	35,3	23,6	35,5	50,7	28,7
Trois-Rivières	30,6	26,6	36,0	26,4	-26,6	-13,7
Montréal	626,3	1 407,7	547,6	642,2	17,3	2,5
Ottawa–Gatineau, Ontario/Québec	272,0	325,1	282,1	472,0	67,3	73,6
Partie Gatineau	70,2	62,2	47,3	34,0	-28,0	-51,5
Partie Ottawa	201,8	262,9	234,9	438,0	86,5	117,1
Kingston	21,9	20,2	12,5	24,8	98,6	13,5
Peterborough	19,9	41,2	22,8	21,9	-4,1	9,9
Oshawa	73,8	80,9	118,4	73,6	-37,8	-0,3
Toronto	1 229,1	1 645,3	928,2	1 672,4	80,2	36,1
Hamilton	84,2	205,6	104,7	101,1	-3,4	20,2
St. Catharines–Niagara	37,4	68,4	42,0	34,8	-17,2	-7,0
Kitchener–Cambridge–Waterloo	69,2	222,7	85,9	51,9	-39,6	-25,0
Brantford	11,0	10,7	12,7	18,2	43,0	66,1
Guelph	20,7	33,7	46,5	48,2	3,6	133,0
London	58,9	85,2	94,0	61,5	-34,6	4,4
Windsor	24,6	37,6	37,7	32,2	-14,6	31,1
Barrie	36,8	56,2	57,5	27,5	-52,2	-25,3
Grand Sudbury	22,2	32,7	23,5	35,3	50,4	58,7
Thunder Bay	9,9	12,8	11,7	8,8	-25,3	-11,9
Winnipeg	133,1	214,6	154,6	162,3	5,0	22,0
Regina	72,6	79,2	84,6	53,2	-37,1	-26,7
Saskatoon	138,3	106,3	88,3	109,5	24,0	-20,9
Calgary	592,5	732,4	804,5	594,9	-26,0	0,4
Edmonton	533,4	616,1	536,7	544,3	1,4	2,0
Kelowna	33,2	31,7	43,5	37,4	-14,1	12,5
Abbotsford–Mission	14,2	23,5	16,4	8,9	-45,7	-37,4
Vancouver	517,7	720,5	482,2	522,9	8,5	1,0
Victoria	50,4	52,9	54,3	62,9	15,8	24,9

r révisé

p provisoire

1. Il est possible de consulter en ligne les subdivisions de recensement qui font partie des [régions métropolitaines de recensement](#).

Note(s) : Les données peuvent ne pas correspondre aux totaux en raison de l'arrondissement.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [026-0001](#) à [026-0008](#) et [026-0010](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2802](#).

Le numéro de septembre 2014 de la publication *Permis de bâtir* ([64-001-X](#)) paraîtra bientôt.

Les données des permis de bâtir d'octobre seront diffusées le 8 décembre.

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Jérémie Bennett au 613-951-0793, Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Enquête canadienne sur les capacités financières, 2014

En 2014, un adulte canadien sur trois (33,8 %) ne se préparait pas financièrement pour la retraite, que ce soit de son propre chef ou par l'entremise d'un régime de pension d'employeur, selon les données de l'Enquête canadienne sur les capacités financières. Près de 6 adultes canadiens sur 10 (59,6 %) ne savaient pas quel montant d'argent ils devaient épargner pour maintenir le niveau de vie souhaité à la retraite.

En outre, 3 adultes canadiens sur 10 (29,5 %) s'étaient dits « pas très confiants » ou « aucunement confiants » que le revenu de leur ménage au moment de la retraite leur permettrait d'avoir le niveau de vie souhaité.

Graphique 1

Niveau de confiance des Canadiens quant à leur capacité à maintenir un niveau de vie souhaité grâce à leur revenu du ménage à la retraite, 2014

Note(s) : Les données représentent les Canadiens non retraités.

En 2014, 7,1 % des adultes canadiens ont évalué leur niveau de connaissances financières comme étant « très bon ». Chez les femmes, 5,5 % d'entre elles percevaient leurs connaissances financières comme étant « très bonnes » comparativement à 8,7 % des hommes.

Dans le cadre de l'enquête, on a également demandé aux participants de répondre à une série de 14 questions sur leurs connaissances des sujets comme l'inflation, le remboursement de la dette, les frais bancaires et les rapports de solvabilité. En moyenne, les adultes canadiens ont répondu correctement à 8,7 questions. Ce résultat était inchangé par rapport à 2009, la dernière fois où l'enquête a été tenue. Près du tiers des participants (31,4 %) de 2014 ont répondu correctement à 7 questions ou moins, tandis que 2,7 % ont fourni une réponse correcte aux 14 questions.

Graphique 2

Perception des Canadiens quant à leurs connaissances financières, selon le sexe, 2014

Note aux lecteurs

L'Enquête canadienne sur les capacités financières a été parrainée par l'Agence de la consommation en matière financière du Canada.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5159.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Pour obtenir plus de renseignements sur l'Enquête canadienne sur les capacités financières, la chef du développement de la littératie financière du Canada ou la Conférence nationale sur la littératie financière, communiquez avec l'Agence de la consommation en matière financière du Canada en composant sans frais le 1-866-461-2232 (info@acfc.gc.ca).

Étude sur le bruit ambiant et la santé, 2013

Les fichiers de données de l'Étude sur le bruit ambiant et la santé (EBAS) sont maintenant disponibles par l'intermédiaire du Programme des centres de données de recherche de Statistique Canada.

Cette étude, aussi connue sous le nom d'Étude sur le bruit des éoliennes et la santé, a recueilli des données autodéclarées ainsi que des mesures physiques de la santé auprès d'un échantillon de personnes demeurant dans plusieurs communautés situées à proximité d'éoliennes.

L'EBAS a été menée conjointement avec Santé Canada, et une série de rapports et d'analyses seront produits par les experts de Santé Canada à partir de ces données.

Le plan d'échantillonnage utilisé pour mener cette étude ne permet pas la production de statistiques descriptives pouvant être généralisées à l'ensemble de la population.

Un rapport sommaire des résultats de l'étude, qui prend en compte les complexités du plan d'échantillonnage ainsi que ses contraintes, sera disponible sur le site de Santé Canada à 9 h 15, heure de l'Est, le 6 novembre 2014. Des rapports détaillés d'analyse seront également publiés périodiquement au cours des prochains mois. Pour plus de détails, consultez le [sommaire](#) accessible sur le site Web de Santé Canada.

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5201.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Indice des prix des machines et du matériel : mise à jour du panier

Les données historiques de l'Indice des prix des machines et du matériel, basées sur 2010=100, sont maintenant disponibles à partir du premier trimestre de 1997 au quatrième trimestre 2013, à l'échelle du Canada seulement.

Note aux lecteurs

Les données du premier trimestre au troisième trimestre de 2014 seront diffusées dans quelques semaines.

Données offertes dans CANSIM : tableaux [327-0054](#) et [327-0055](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2312](#).

Tableau 327-0054 : Indice des prix des machines et du matériel, selon le produit.

Tableau 327-0055 : Indice des prix des machines et du matériel, selon les industries.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca), ou communiquez avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (ligneinfomedias@statcan.gc.ca).

Statistiques annuelles des télécommunications, 2012

Il est maintenant possible de consulter les données régionales de 2012 des industries de télécommunications. Les données à l'échelle du Canada ont été diffusées dans [Le Quotidien](#) le 26 mai 2014.

Données offertes dans CANSIM : tableau [356-0004](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête [2722](#).

Pour obtenir plus de renseignements, communiquez avec nous au 514-283-8300 ou composez sans frais le 1-800-263-1136 (infostats@statcan.gc.ca).

Pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Sylvain Ouellet au 613-951-2779 (sylvain.ouellet@statcan.gc.ca), Division de l'investissement, des sciences et de la technologie.

Nouveaux produits et études

Nouveaux produits

Scieries, août 2014, vol. 68, n° 8

Numéro au catalogue **35-003-X** (HTML | PDF)



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001-X.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, 100 promenade Tunney's Pasture, Ottawa, Ontario K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet ou pour s'y abonner, visitez notre site Web à l'adresse : <http://www.statcan.gc.ca>.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 2014. Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'entente de [licence ouverte de Statistique Canada](#) :

<http://www.statcan.gc.ca/reference/copyright-droit-auteur-fra.htm>